

## ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1980 - PERSPECTIVES 1981

(A partir des informations disponibles au SCS)

Avertissement : L'édition 1980/81 de ce rapport paraît au tout début de l'année, soit deux mois plus tôt que celle du précédent exercice. La contrepartie de cet avantage est que les séries statistiques ne portent, pour la plupart, que sur les 10 ou 11 premiers mois de 1980.

La comparaison a été faite essentiellement avec la période correspondante de 1979. Les tableaux donnant les résultats des 5 années précédentes ont été abandonnés mais le SCS les mettra à jour et les tiendra à disposition dès mars 1981.

### Sommaire

	<u>Pages</u>
0. <u>Résumé</u>	<u>roses</u>
1. <u>Population et emploi</u>	<u>blanches</u>
1.1. Population résidente	1
1.2. Population active	3
1.3. Marché du travail (chômeurs et offres d'emplois)	5
-	
2. <u>Production</u>	
2.1. Agriculture	9
2.2. Industrie	10
2.3. Construction	12
2.4. Commerce	14
2.5. Banques	15
2.6. Hôtellerie	16
2.7. Secteur international	17
3. <u>Consommation</u>	
3.1. Electricité	19
3.2. Automobiles	20
3.3. Trafic aérien	21
3.4. Logements inoccupés, demande de logement et locaux commerciaux vacants	22
3.5. Prix à la consommation	24

\*

\*

\*

## ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1980 - PERSPECTIVES 1981

## RESUME DU RAPPORT

NB : la numérotation du résumé correspond à celle des chapitres du rapport.

EN BREF

- 1980 Dans l'ensemble : bons résultats, supérieurs aux prévisions. Forte diminution du chômage, la plus faible augmentation des prix d'Europe. Progression surtout jusqu'en automne, puis tendance à la stabilité, voire la baisse. Principaux soucis : diminution du trafic à l'aéroport, resserrement sérieux du marché du logement.
- 1981 Selon l'observation genevoise : ralentissement, tendance confirmée par divers pronostics nationaux. Evolution, comme toujours, fonction du franc suisse et de la conjoncture internationale. Rentrées fiscales au moins aussi bonnes qu'en 1980. Préoccupations : aéroport et répercussions sur tourisme, logement.

1. POPULATION ET EMPLOI1.1. Population résidente, sans saisonniers (chiffres janvier à novembre)

- 1980 A fin novembre : 341 800 habitants. Poursuite de l'augmentation (+ 1 370 en 11 mois), soit plus du double de celle de la période correspondante de 1979 (+ 550) mais bien inférieure à celle de 1978 (+ 2 370).

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Population résidente au 1er janvier	338 973	340 414
Mouvement :		
- naturel : . naissances	+ 3 240	+ 3 212
. décès	<u>- 2 721</u>	<u>- 2 960</u> + 252
- migratoire, solde	+ 33	+ 1 113
- changt d'origine (+ Suisses, - étrangers)	(+ 2 193)	(+ 1 759)
Population résidente au 30 novembre	339 525	341 779

- 1981 Comme toujours à Genève, la croissance démographique sera fonction de l'immigration, soit en partie de la conjoncture locale. On peut admettre un chiffre semblable à celui de 1980, de l'ordre de + 1 400 à 1 500.

1.2. Population active, emploi : estimation (ensemble de l'année)

- 1980 Pas encore de statistique permanente et toujours des différences entre les sources de chiffres (Confédération-Genève). Cela dit, plus positive que la prévision, l'augmentation de 1980 (+2 900) a été supérieure à celle de 1979 (+ 1 900), traduisant ainsi la bonne marche de l'économie, dans son ensemble.

Population active : mouvement

	<u>1979</u>	<u>1980</u>
- Suisses résidents (estimation difficile)	+ 1 400	+ 700
- Etrangers : . résidents	- 300	+ 400
. saisonniers (maxi de l'an)	+ 600	+ 1 100
. frontaliers	<u>+ 200</u> + 500	<u>+ 700</u> + 2 200
- Total général	+ 1 900	+ 2 900

Emplois

- Plein temps	180 300	183 200
- Temps partiel	<u>21 000</u>	<u>21 300</u>
- Total	201 300	204 500

- 1981 Normalement, croissance semblable à celle de 1980.

1.3. Marché du travail (chiffres janvier à novembre)

1980 Chômage : forte diminution du complet et du partiel.

	1979	1980
Complet, effectif	1 500- 1 700	1er sem. diminution de 1 700 à 1 000
		2e sem.                    900 - 1 000
taux de chômage	0,9 %	0,6 %
Partiel, effectif en novembre	768	53
moyenne année	941	155

Le taux du canton (0,6 %), bien que plus élevé que le taux suisse (0,2 %), est très faible. Il est plus important dans les services que l'industrie, dans les professions scientifiques et artistiques. Sa diminution a été ressentie dans toutes les professions, sauf celles du groupe "enseignement et assistance sociale".

Offres/demandes d'emplois

Depuis juin, les offres dépassent la demande, ce qui ne s'était pas reproduit depuis début 78. Tendence à un nombre mensuel de nouvelles offres supérieur à celui des nouveaux chômeurs.

1981 Amélioration de la situation escomptée, tant au plan suisse que genevois.

2. PRODUCTION

2.1. Agriculture (données janvier-octobre)

1980 Météo plutôt néfaste du printemps à la mi-été, mais résultats satisfaisants.

Céréales : rendements quasi identiques à 1979. Colza : excellente récolte, supérieure à moyenne. Culture maraîchère : jusqu'en juin, résultats inférieurs à ceux des précédentes années puis amélioration; en sept.-octobre, mévente des légumes de saison; dès fin oct. production et écoulement légumes sous abri satisfaisants. Viticulture : récolte inférieure env. 15 % à moyenne décennale.

1981 Comme toujours : fonction de la météo.

2.2. Industrie (données janvier-octobre)

1980 Selon le test conjoncturel et la consommation d'électricité de la "grande industrie" : bonne année. Pour la première fois depuis début du test (1977), l'indicateur s'est maintenu dans la zone positive tout au long de 1980, grâce surtout à la branche des machines et appareils ainsi qu'à la métallurgie.

Machines et appareils : carnets de commande progressivement regarnis au cours de l'année.

Métallurgie : test moins représentatif, mais augmentation consommation d'électricité de 12 %, indication positive.

Horlogerie-bijouterie : conjoncture instable, redressement en fin d'année mais sans nette tendance à amélioration.

Chimie : déclin dès 2e trimestre, indicateur négatif au 3e, dégradation ralentie en octobre. Production totale comparable à celle de 1979.

Arts graphiques : niveau satisfaisant, amélioration par rapport à 1979.

Autres branches : peu d'éléments d'appréciation.

1981 Selon le test mais aussi d'autres sources : signes d'un éventuel retournement de la conjoncture. La commission fédérale de recherches économiques prévoit un fléchissement de la demande internationale dû à la récession, mais un maintien de la demande intérieure.

### 2.3. Construction (chiffres 3 premiers trimestres)

1980 Activité générale : selon l'enquête fédérale sur ensemble dépenses construction, légère reprise mais plus forte en Suisse qu'à Genève. Durant 3 premiers trim., coûts bâtiments mis en chantier ont augmenté de 13 % par rapport à 79.

Logements : la production a diminué de 27 % par rapport à 1979 (1 265 logements construits contre 1 731) mais les ouvertures de chantier restent stables. L'augmentation constatée dans les coûts est passée dans les travaux d'entretien, de transformation et de rénovation.

1981 Activité générale : semblable à 1980, fin de "gros" chantiers compensée par nombreux petits. Tension sur le marché de la main-d'oeuvre : augmentation de la durée des chantiers ou heures supplémentaires.

Logements : l'augmentation des autorisations en 1979 devrait entraîner de nouvelles mises en chantier car elles ne sont pas apparues en 1980.

### 2.4. Commerce (appréciation ensemble de l'année)

1980 Toujours pas de données quantitatives genevoises. Mais, d'une part, analogie avec évolution du pays et, d'autre part, éléments qualitatifs connus.  
Suisse : taux de croissance nominale 7 %, réelle 3 %. Progression marquée dans secteur biens durables, faible dans l'habillement, stagnation dans secteur denrées alimentaires. Croissance commerce spécialisé et grandes surfaces.  
Genève : diminution achats en France, retour clientèle française. Bonne année.

1981 Progression du même ordre de grandeur.

### 2.5. Banques (appréciation ensemble de l'année)

1980 Pas de chiffres à disposition. Mais résultats sans doute (très) satisfaisants : accroissement des crédits, dépôts et bénéfices. Augmentation de l'emploi.

1981 Même évolution.

### 2.6. Hôtellerie (chiffres janvier à octobre)

1980 Reprise de 79 confirmée durant les 10 premiers mois (+ 4,6 % nuitées). Avec 77, seule année de croissance depuis 10 ans. Alors qu'en Suisse les nuitées ont progressé de 12,7 % grâce aux étrangers, l'évolution à Genève a été contrastée :

	Hôtes de :	USA	Gr. Bretagne	Europe	Japon	Suisse
Suisse	%	+ 21,7	+ 27,9	+ 20,3	- 1,3	+ 5,5
Genève		- 3,6	- 1,6	+ 6,5	- 5,2	+ 10,1

1981 Croissance incertaine : selon conjoncture internationale et franc suisse. Tendence à baisse depuis septembre 80.

### 2.7. Secteur international

1979- Emploi (chiffres avril et septembre 79-80)

1980 Dans les 14 organis. internat. gouvern. (OIG) et les 10 principales non gouvern. (OING), augmentation de 3,0 % d'avril 79 à 80. Pour les missions permanentes, + 11,9 % de sept. 79 à 80, soit presque niveau de 78 après nette baisse de 79.

Dépenses (chiffres 78-79)

Pour les 14 OIG légère augmentation (1 445 M<sup>0</sup> fr en 79 à 1 427 en 78, + 1,2 %). En 79, comme en 78, presque 60 % de ces sommes sont revenues à la Suisse. Mais évolution divergente : dépenses courantes + 4,3 %, investiss. - 14,7 %. Pour les 10 OING, légère baisse (186,7 M<sup>0</sup> fr à 182,5, - 2,3 %), semblable à celle de 77-78.

Réunions internationales (chiffres 78-79)

En 79, pour les 24 OIG ET OING, 1 500 réunions (+ 4,6 % par rapport à 78) et 65 500 congressistes (+ 13,0 % par rapport à 78). Mais 79 année Telecom.

1980- Selon perspectives des OIG : légère hausse de l'emploi et des dépenses mais diminu-  
1981 tion des réunions et congressistes.

### 3. CONSUMMATION

#### 3.1. Electricité (chiffres janvier à novembre)

1980 Augmentation de 2,9 % (taux annuel 75-79 + 3,1 %), due aux ménages.

1981 Evolution semblable.

#### 3.2. Automobiles (chiffres janvier à octobre)

1980 Contrairement à prévisions (diminution), augmentation de 5 % des voitures neuves (79 : - 1,1 %, 76-78 : + 10-12 % par an). Augmentation due essentiellement aux voitures japonaises (+ 44,6 % contre + 10,1 % période corresp. 79).

1981 Pronostics difficiles.

#### 3.3. Trafic aérien (chiffres janvier à novembre)

1980 L'ensemble du trafic passagers (trafic local + transit) a diminué de 3,0 %, mais le seul trafic local (87 % de l'ensemble) un peu moins : - 1,9 %. Fret local : - 2,1 %, avec tendance au déclin après stagnation en 79. Poste locale : + 6,2 % mais pas niveau d'avant suppression de l'Aéropostale.

1981 Compte tenu évolution mondiale, poursuite de la diminution probable.

#### 3.4 Logements inoccupés, demande de logements et locaux commerciaux vacants

1980 Logements inoccupés (vides et vacants, meublés ou non, résultats enquête ann. 1.12.)  
Forte diminution : 1 929 en 79 - 1 280 en 80 (- 34,3 %), due surtout aux vacants non meublés : de 780 à 285 (- 67,9 %). Taux de vacance très faible : 0,23%.

##### Demande de logements (chiffre de janvier à décembre)

Personnes sans logement : augmentation de la demande (+ 4,8 %) mais en fin d'année solde peu supérieur à 79 (+ 1,7 %). Echange : diminution des nouvelles demandes (- 19,3 %) et du solde de fin d'année (- 9,3 %).

##### Locaux commerciaux vacants (enquête au 1er décembre)

Légère diminution de la surface totale par rapport à 79 (- 2,1 %), résultant en particulier d'une importante baisse des bureaux (- 27,6 %) alors que les arcades ont augmenté (+ 11,3 %). Taux de vacance faible : environ 0,5 %.

1981 Logements inoccupés : construction faible, demande forte, d'où nouvelle diminution surtout des vacants. Demande : supérieure à l'offre. En résumé : tension pour logement. Locaux comm. vacants : stagnation ou légère diminution.

#### 3.5. Prix à la consommation (chiffres de janvier à décembre)

1980 Augmentation de l'année (+ 4,0 %) inférieure à 79 (+ 5,0 %) et à celle de la Suisse (+ 4,4 %). Au dessous de tous les pays industrialisés. Le mouvement de hausse a touché plus de prix qu'en 79 et celui de baisse moins de prix. Les facteurs de hausse :

- alimentation + 7,0 % (soit + 1/3 de la progression totale), due surtout aux sucre, légumes et fruits,
- instruction et loisirs + 6,4 %,
- santé et soins personnels + 4,5 %
- loyers (+ 1,7 %) et chauffage-éclairage (- 3,2 %) : rôle modérateur.

Facteur d'atténuation : la légère baisse des produits pétroliers, après leur envolée en 79.

Biens et services indigènes ont pratiquement augmenté comme les marchandises importées (4,0 % et 3,9 %). Enfin il faut relever l'effet de la hausse de plusieurs prix et tarifs "contrôlés" par les pouvoirs publics : CFF, hôpitaux, installations sportives, surtaxe HLM, tabacs, produits alimentaires.

1981 Prévision : + 4,2 à + 4,7 %. (Rappel : prévision SCS pour 80 : 3,7 à 4,2 %, effective : + 4,0 %). Sera fonction : de l'étranger (en particulier du pétrole), de la détente escomptée de la demande, de l'évolution des salaires et du taux d'intérêt hypothécaire.

# 1. POPULATION ET EMPLOI

## 1.1. POPULATION RESIDENTE

1980

### Evolution de la population du canton en 1980

A fin novembre 1980, la population du canton est estimée, sans les saisonniers, à 341 779 habitants <sup>1)</sup>. Par rapport au chiffre de fin novembre 1979 (339 525), on enregistre donc une augmentation annuelle de 2 254 habitants.

Les derniers mois de l'année - et décembre en particulier - étant en général marqués par des mouvements migratoires de grande amplitude, les comparaisons faites sur des périodes inégales supposent une certaine prudence. Toutefois, 1980 apparaît comme une année de croissance démographique modérée, dans la ligne des années 1977/79 :

#### Gain annuel, selon l'origine

	Suisses	Etrangers	Total
Janvier-novembre 1979	1 770	- 1 217	553
Janvier-novembre 1980	1 360	5	1 365

### Mouvement démographique

Le mouvement de la population genevoise peut être actuellement résumé de la façon suivante :

- a. mouvement naturel : l'excédent des naissances sur les décès est relativement faible; à moyen terme (5 ans), il pourrait devenir négatif (davantage de décès que de naissances) si les indices de fécondité restent ce qu'ils sont.

C'est en raison de la structure relativement jeune de la population étrangère que le nombre annuel des décès enregistrés à Genève est encore inférieur à celui des naissances. En ce qui concerne la population d'origine suisse, le mouvement naturel se solde déjà par un déficit depuis plusieurs années.

#### Mouvement naturel

	Naissances (1)	Décès (2)	Gain (1)-(2)
Janvier-novembre 1979	3 240	2 721	519
Janvier-novembre 1980	3 212	2 960	252

- b. mouvement migratoire : après le coup d'arrêt des années 1975/76, les échanges migratoires du canton se soldent à nouveau, depuis 1977, par des excédents. Le chiffre des onze premiers mois de 1980 (1 113) est supérieur à celui de la période correspondante de 1979 (34). On peut donc raisonnablement s'attendre, pour 1980, à un excédent inférieur à celui de 1978 (2 038) mais supérieur à celui de 1979 (754).

1) Pour ne pas introduire de biais dans les comparaisons - puisque l'effectif des travailleurs saisonniers à fin novembre est encore très élevé : 6 244 en 1980, 5 103 en 1979 - les chiffres qui suivent ont été calculés sans les saisonniers.  
Ces chiffres résultent de la statistique progressive du SCS car ceux du recensement fédéral de la population du 2 décembre 1980 ne sont bien entendu pas encore disponibles.

Gain migratoire, selon l'origine

	Suisses	Etrangers	Total
Janvier-novembre 1979	- 264	297	33
Janvier-novembre 1980	- 65	1 178	1 113

On constate que les migrations de citoyens suisses se soldent en 1979/80 par un déficit. En ce qui concerne les étrangers, le gain plutôt élevé, enregistré pour la troisième année consécutive malgré les restrictions fédérales en matière d'immigration, s'explique par le fait qu'il est dû pour l'essentiel à des personnes inactives (écoliers, étudiants, femmes sans activité) :

Gain migratoire, selon l'activité

	Inactifs			Actifs		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
Janvier-novembre 1979	163	565	728	- 427	- 268	- 695
Janvier-novembre 1980	118	961	1 079	- 183	217	34

- c. changements d'origine : la nouvelle loi fédérale sur le droit de filiation s'était traduite par un nombre record d'acquisitions de la nationalité suisse. En 1978, on avait enregistré 3 651 changements d'origine; en 1979, 2 386. Durant les onze premiers mois de 1980, on en a enregistré 1 759 (contre 2 193 durant les onze premiers mois de 1979).

Composition de la population du canton selon l'origine

Ces nombreux changements d'origine ont eu pour effet de freiner l'augmentation de la proportion d'étrangers dans la population du canton :

Population selon l'origine

	Nombres absolus			Pour mille		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
30.11.1979	233 542	105 983	339 525	688	312	1 000
30.11.1980	234 932	106 847	341 779	687	313	1 000

Depuis quelques années, cette proportion s'est stabilisée vers 31-32 %, soit un peu moins du tiers de la population du canton.

\* \* \*

1981

L'immigration reste le facteur prépondérant de l'évolution de la population genevoise, tant en valeur absolue que par rapport à ses structures (groupes d'âges, rapport actifs/inactifs). Comme les mouvements migratoires - de Confédérés comme d'étrangers - dépendent d'un ensemble complexe de facteurs économiques et politiques, toute prévision est aléatoire. Pour 1981, on ne peut que reprendre les conclusions de la prévision faite il y a un an : poursuite modérée de la croissance démographique, à un rythme d'environ mille habitants par an.

## 1.2. POPULATION ACTIVE

### Avertissement

Par rapport à la version 1979/80, ce chapitre se présente un peu différemment. En raison de l'avancement du délai de parution, il a fallu renoncer à l'analyse de l'évolution de l'ensemble de la population active car les chiffres n'étaient pas disponibles. Par contre, celle de la seule population active étrangère a été maintenue.

En ce qui concerne les emplois, il faut rappeler qu'il n'existe pas encore de statistique genevoise. Plusieurs des données sont des estimations qu'il n'est pas aisé de faire compte tenu des écarts entre les sources d'information - l'office fédéral des étrangers (OFE) et l'office cantonal de l'emploi (OCE) - dus à un traitement différent des données de base.

1980

### Emplois

Les emplois sont recensés de façon exhaustive tous les dix ans, lors du recensement fédéral des entreprises. Sur le plan national, l'OFIAMT a élaboré un indice de l'emploi permettant de suivre, trimestriellement, l'évolution des emplois dans l'ensemble de la Suisse, au total et par branches économiques.

On peut appliquer l'indice suisse aux emplois recensés à Genève en 1975, en postulant que les évolutions économiques suisse et genevoise sont homothétiques : à l'intérieur de chaque branche économique, l'évolution de l'emploi est la même.

L'indice de l'emploi du troisième trimestre est appliqué aux emplois complets recensés en septembre 1975 (total 179 800). En ce qui concerne la construction, les chiffres ont été corrigés, l'évolution dans ce domaine étant assez différente à Genève et en Suisse.

#### Nombre d'emplois

	Secteur primaire	Secteur secondaire			Secteur tertiaire	Total	
		Industrie et métiers	Construction	Autres <sup>1)</sup>			
Septembre 1979	2 500	35 700	11 600	2 900	50 200	127 600	180 300
Septembre 1980	2 600	36 000	12 100	2 900	51 000	129 600	183 200

#### Variation

Septembre 1979	100	-	100	-	100	1 700	1 900
Septembre 1980	100	300	500	-	800	2 300	2 900

1) économie énergétique, protection de l'environnement, carrières.

Selon cette estimation, le nombre d'emplois complets s'est accru de 1 900 en 1979. En 1980, l'augmentation a été plus forte : 2 900 soit 1,6 % d'accroissement.

L'augmentation ne s'est pas concentrée dans le secteur tertiaire comme en 1979, mais concerne également le secondaire : 800 nouveaux emplois, dont 500 dans la construction (+ 4,3 %) et 300 dans l'industrie, les arts et métiers (+ 0,8 %).

Population active étrangère

	Effectifs				Variation annuelle			
	Rési- dents	Saison- niers	Fronta- liers	Total	Rési- dents	Saison- niers	Fronta- liers	Total
Août 1979	63 100	5 100	19 600	87 800	- 300	+ 600	+ 200	+ 500
Août 1980	63 500	6 200	20 300	90 000	+ 400	+1 100	+ 700	+2 200

Les chiffres sont ceux du mois d'août communiqués par l'OFÉ pour les établis, ainsi que par la Mission permanente suisse en ce qui concerne les exempts. Le nombre d'annuels, de saisonniers et de frontaliers est fourni par l'OCE <sup>1)</sup>.

L'augmentation de l'effectif total de la population étrangère en 1980 est de 2 200 alors qu'elle était de 500 en 1979. Le nombre de résidents <sup>2)</sup> est à nouveau en augmentation (+ 400) contre - 300 en 1979. Le nombre de saisonniers s'est accru de 1 100 et le nombre de frontaliers de 700.

\* \* \*

1981

La croissance devrait normalement se poursuivre au même rythme qu'en 1980.

1) A rappeler qu'il y a des écarts entre les chiffres de l'OFÉ et de l'OCE.

2) Total des trois catégories suivantes : établis (permis C), permis de séjour (permis B) et internationaux (exempts).

1980

Chômage complet

Le nombre de chômeurs complets à Genève, qui s'était stabilisé à un niveau relativement élevé en 1979 (1 500/1 700), a fortement diminué durant le premier semestre 1980. Il est passé de 1 700 à 1 000. Durant le deuxième semestre, le nombre de chômeurs se stabilise entre 900 et 1 000.

Dans l'ensemble de la Suisse, la tendance du chômage est également à la baisse avec une stabilisation au courant du deuxième semestre.

## Chômeurs complets

	Genève		Suisse		Genève/Suisse (%)	
	Novembre	Moyenne mensuelle*	Novembre	Moyenne mensuelle*	Novembre	Moyenne mensuelle*
1979	1 550	1 631	8 434	10 463	18,4	15,6
1980	938	1 196	5 542	6 253	16,9	19,1

\* sur 11 mois : janvier-novembre.

Le taux de chômage <sup>1)</sup> pour novembre 1980 s'établit pour Genève à 0,6 % de la population active, contre 0,2 % dans l'ensemble du pays (en 1979, 0,9 % et 0,3 %). Les autres cantons ayant un taux de chômage notablement supérieur à la moyenne suisse sont le Tessin (0,8 %) et Bâle-Ville (0,5 %).

Bien que les données de référence soient relativement anciennes <sup>2)</sup>, il est intéressant de considérer la situation des principaux groupes de professions (voir tableau page suivante) :

## Principales observations :

- Les taux de chômage sont plus élevés dans les services que dans l'industrie.
- Le groupe des professions scientifiques et artistiques présente le taux de chômage le plus élevé, à Genève (14,3 ‰) comme en Suisse (7,5 ‰).
- Le taux de chômage a diminué dans toutes les professions, sauf celles du groupe "enseignement et assistance sociale" à Genève.

1) calculé par rapport à la population résidente active recensée en 1970.

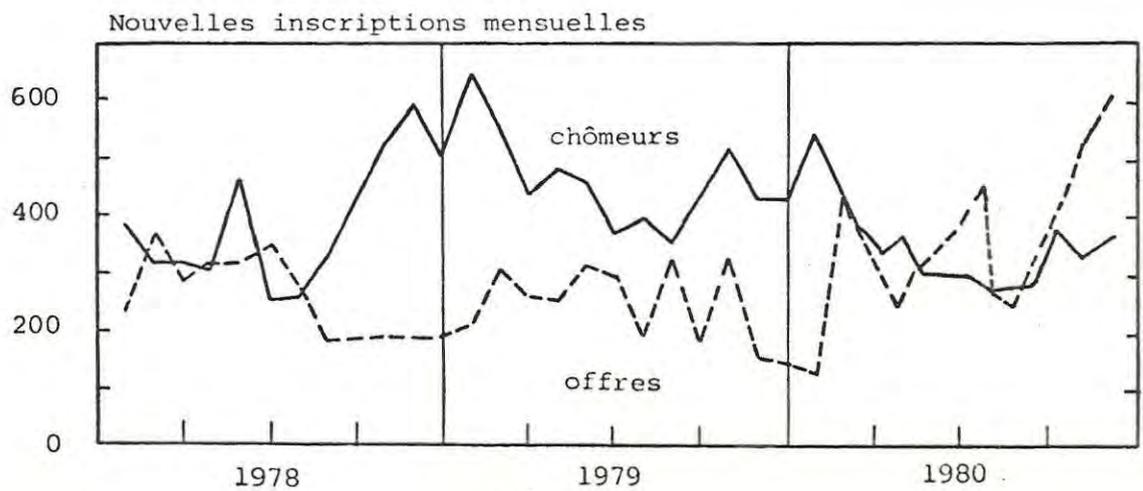
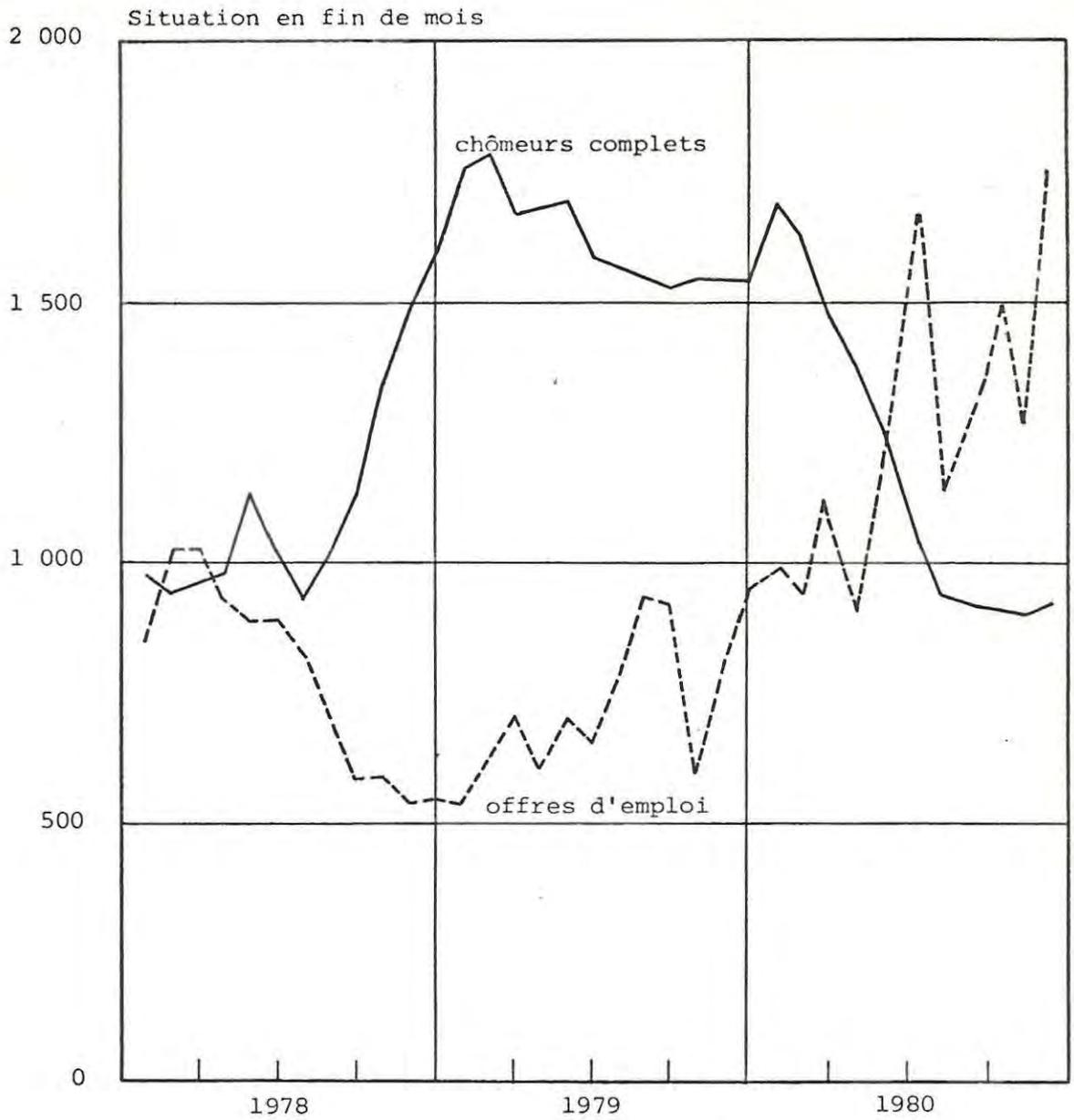
2) la population résidente active recensée en 1970.

Taux de chômage par professions (chiffres de novembre)

Taux pour mille

	Genève		Suisse	
	1979	1980	1979	1980
. Agriculture	4,0	1,0	0,3	0,2
. Professions liées à la production, sauf bâtiment	6,3	4,2	1,9	1,1
dont arts graphiques	11,2	9,8	2,4	1,8
métallurgie, machines	5,4	3,5	1,7	1,1
horlogerie, bijouterie	10,5	4,6	6,6	2,6
. Professions liées à la production dans le bâtiment	1,9	1,4	0,9	0,6
. Professions non liées directement à la production	10,4	6,2	3,7	2,5
dont professions techniques	10,6	7,4	2,6	1,5
bureau, commerce	8,2	5,2	3,2	2,2
hôtellerie, service de maison	11,5	6,9	3,8	2,5
hygiène, nettoyage	8,	5,3	2,3	1,4
soins médicaux	9,5	5,5	3,9	2,2
professions scientifiques et artistiques	15,7	14,3	10,4	7,5
enseignement, assistance sociale	7,3	7,6	8,0	5,2
"autres professions"	27,7	6,6	6,2	4,4
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	9,1	5,5	2,8	1,8

# Evolution mensuelle du marché de l'emploi



### Chômage partiel

Le nombre de chômeurs partiels s'élève à 53 en novembre 1980. Il se montait à 768 en novembre 1979. Le nombre moyen (sur 11 mois) de chômeurs partiels est de 155 en 1980 et 941 en 1979. La diminution du chômage partiel a donc été importante durant l'année écoulée (nov.1979 - nov.1980 : - 93 %, en moyenne - 84 %).

### Offres / demandes d'emplois

Depuis le mois de juin 1980, le nombre d'offres d'emploi dépasse la demande. Cela ne s'était pas reproduit depuis le début 1978.

Les nouvelles offres d'emploi mensuelles ont tendance à être supérieures aux nouveaux chômeurs inscrits chaque mois, depuis le deuxième semestre 1980.

\* \* \*

1981

La forte diminution du chômage en 1980, ainsi que l'augmentation des offres d'emploi permettent d'envisager pour 1981 une meilleure situation sur le marché du travail. On peut supposer que le mouvement à la baisse va continuer tant sur le plan suisse que sur le plan genevois.

## 2.1. AGRICULTURE

1980

L'année agricole a été marquée par des conditions météorologiques exceptionnelles du printemps à la mi-été. En effet, du mois de mars à celui de juillet, la température moyenne ne s'est élevée qu'à 10,9 °C contre 12,4 °C durant la période correspondante de 1979, soit un déficit de 1,5 °C. De plus, au cours des seuls mois de juin et juillet 1980, les précipitations ont atteint 246 mm contre 118 en 1979, tandis que le canton n'a connu que 278 heures d'insolation contre 537 en 1979.

Aussi, à la veille des récoltes, l'état des cultures ne laissait-il pas présager de bons rendements. Or on constate, en fin d'année, que les deux mauvais mois d'été n'ont pas eu les conséquences catastrophiques que l'on craignait et que les rendements agricoles ont été plutôt satisfaisants, voire même bons pour certaines cultures.

### Céréales panifiables

Les céréales panifiables ont enregistré des rendements pratiquement identiques à ceux de 1979, environ 45 quintaux à l'hectare.

### Colza

Avec un rendement moyen de 30,1 quintaux à l'hectare, en augmentation de 14 % sur la moyenne décennale, la récolte de 1980 est considérée comme excellente.

### Cultures maraîchères

A fin juin, les résultats obtenus étaient inférieurs, aussi bien en volume qu'en valeur, à ceux des années précédentes. Face à cette production déficitaire en volume, la demande ne s'est guère manifestée.

Au cours des mois d'été, la situation s'est améliorée pour les maraîchers et leurs produits, toujours faibles en tonnage, se sont bien vendus.

Les mois de septembre et d'octobre ont vu se rétablir la situation habituelle: la production maraîchère abondante et variée dans tout le pays a entraîné la mévente des légumes de saison.

A fin octobre, la campagne de production et d'écoulement des légumes sous abris a débuté favorablement.

### Viticulture

La récolte, très tardive cette année, puisque le gros de la cueillette a eu lieu durant la semaine du 20 au 25 octobre, est d'environ 15 % inférieure à la moyenne décennale.

\* \* \*

1981

Les perspectives sont fonction des conditions météorologiques.

1980

Indicateur synthétique de la marche des affaires  
Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

Référence :  
situation satisfaisante = 0  
très mauvaise = -100  
très bonne = +100

Branches économiques	1979				1980			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV <sup>1)</sup>
Ensemble de l'industrie	- 19	- 21	- 16	+ 4	+ 5	+ 12	+ 8	+ 5
Alimentation-boissons-tabacs	+ 22	- 13	- 15	0	+ 7	+ 10	+ 7	- 3
Arts graphiques	- 38	- 27	- 10	+ 5	- 5	- 5	+ 7	- 6
Chimie	+ 45	+ 25	- 2	+ 24	+ 32	+ 23	- 25	- 22
Métallurgie 2)	- 63	- 43	- 26	+ 34	+ 11	+ 27	+ 38	+ 16
Machines et appareils	- 24	- 37	- 30	- 14	+ 3	+ 15	+ 8	+ 7
Horlogerie-bijouterie	- 13	- 7	- 5	- 4	- 14	- 12	- 7	+ 12

1) Mois d'octobre, dernier chiffre disponible.

2) Représentativité incertaine (participation insuffisante).

Les données ayant servi à l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict, elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Ces indications sont complétées par les informations obtenues par des contacts directs avec des chefs d'entreprise à l'occasion de l'enquête, par leurs remarques et par l'étude de la consommation d'électricité de la grande industrie (entreprises consommant plus de 500 000 kWh par an).

Selon les résultats du test conjoncturel, l'année 1980 a été bonne pour l'industrie du canton.

Pour la première fois depuis fin 1977, date à laquelle l'enquête a été mise sur pied, l'indicateur synthétique de la marche des affaires s'est maintenu dans une zone positive tout au long de l'année.

En moyenne, l'indicateur s'est situé au niveau +8 pour les dix premiers mois de 1980, contre -16 pour la même période de 1979. Le maximum (+14) a été atteint au mois de mai. Depuis, les résultats sont quelque peu inférieurs, mais ils restent positifs.

Cette bonne tenue de l'industrie genevoise est largement due à l'amélioration constatée dans les branches des machines et appareils et de la métallurgie. Elle a été atténuée par le déclin survenu dans la chimie au troisième trimestre.

Dans l'industrie des machines et appareils, les carnets de commandes se sont progressivement regarnis au cours de l'année et l'indicateur de production est en hausse. Les renseignements tirés de l'examen de la consommation d'électricité des grandes entreprises de la branche sont concordants. Celle-ci a augmenté de 6,5 % pour les dix premiers mois de 1980 par rapport aux mêmes mois de 1979.

Le nombre d'entreprises de la métallurgie qui répondent au test conjoncturel est insuffisant pour que l'on soit certain de leur représentativité. Les répondants font cependant état d'une conjoncture favorable et cette image est

confirmée par la croissance de près de 12 % de la consommation d'électricité des grandes entreprises de la branche (calculée pour les mois de janvier à octobre).

Selon le test, la conjoncture dans l'horlogerie-bijouterie a été instable. On a constaté d'importantes fluctuations de l'indicateur synthétique sous l'influence d'une demande (entrées de commandes et carnets de commandes) très variable d'un mois à l'autre. La situation s'est, semble-t-il, redressée vers la fin de l'année où l'indicateur est devenu positif sans pourtant que l'on puisse déceler une nette tendance à l'amélioration.

La conjoncture dans la chimie a connu un déclin à partir du début du deuxième trimestre. L'indicateur n'est cependant devenu négatif qu'au troisième. La dégradation s'est ralentie en octobre (dernière donnée disponible), mais le niveau reste bas (-22).

La courbe de la consommation d'électricité des grandes entreprises de la branche évolue parallèlement aux résultats du test. Néanmoins, sur l'ensemble des dix premiers mois de 1980, la consommation d'électricité a augmenté de 3,5 % en raison de la forte expansion du début de l'année et de la reprise d'octobre. La production de l'ensemble de 1980 devrait donc être comparable à celle de 1979.

Les autres branches appellent peu de commentaires. On peut toutefois signaler une stabilisation de l'indicateur synthétique de la marche des affaires des arts graphiques autour d'un niveau satisfaisant, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'évolution en dents de scie, dans une zone négative, de 1979.

\* \* \*

1981

Les résultats disponibles du test conjoncturel ne permettent pas de dégager de perspectives au-delà de janvier 1981. Il faut cependant constater que, bien que positif, le niveau de l'indicateur synthétique a tendance à baisser, ce qui pourrait être le signe d'un retournement de conjoncture. L'Institut de recherches économiques (WIF) de l'EPFZ décrit une évolution de ce type pour l'ensemble de l'industrie suisse.

Pour sa part, la Commission de recherches économiques prévoit un ralentissement de la croissance en Suisse en 1981, en raison du fléchissement de la demande internationale dû à la récession générale observée chez nos principaux partenaires commerciaux. La demande intérieure devrait conserver son rythme de croissance.

1980

Activité générale

Seuls les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses de construction de l'Office fédéral des questions conjoncturelles permettent d'apprécier valablement l'activité du secteur de la construction. Malheureusement, cette enquête se déroulant en début d'année, les résultats ne sont pas disponibles avant fin avril. En examinant la dernière enquête disponible (1979/1980) et en comparant avec l'exercice précédent (1978/1979), on remarque que la légère reprise générale, soit pour les travaux exécutés, soit pour les prévisions, est toujours plus forte pour l'ensemble de la Suisse que pour le canton de Genève. En effet, pour la période 78/79 (travaux exécutés), on notait une augmentation de + 6,2 % pour la Confédération et + 4,0 pour le canton de Genève. De même, pour les prévisions 1979/1980, on obtenait + 13,0 pour la Confédération et + 9,8 pour le canton de Genève. Bien qu'il s'agisse de prévisions ne tenant pas compte de l'évolution de l'indice du coût de la construction, on peut admettre que la légère reprise amorcée depuis 1977 s'est poursuivie, mais de façon moins évidente à Genève que dans le reste de la Suisse.

Coût prévu des bâtiments mis en chantier (3 premiers trimestres)

	Bâtiments avec logement		Bâtiments sans logement	TOTAL
	Total	dont villas		
1979	285	99	168	453
1980	326	125	186	512
par rapport à 1979 en %	+ 14,4	+ 26,3	+ 10,7	+ 13,0

Par rapport à 1979, les coûts des bâtiments mis en chantier ont augmenté d'une façon générale de 13,0 % en 1980. La répartition entre les différentes catégories de travaux est relativement uniforme avec une progression plus importante des villas. Cette augmentation des ouvertures de chantier, si elle se poursuit, va se répercuter sur le volume en cours de travaux et de ce fait, vu la limitation de la main-d'oeuvre étrangère, participer à une réserve travaux pour les années à venir. Le corollaire de cet état de chose devrait être une augmentation certaine de la durée des chantiers ou le recours aux heures supplémentaires.

Logements

Construction de logements (3 premiers trimestres)

	Requêtes	Autorisés	Unité : nombre	
			Mis en chantier	Construits
1979	1 535	1 701	1 449	1 731
1980	1 773	1 423	1 458	1 265
par rapport à 1979 en %	+ 15,5	- 16,3	+ 0,6	- 26,9

La production de logements neufs a diminué de 26,9 %, les ouvertures de chantier restent stables. La différence en matière de logement entre une augmen-

tation en termes de coût et une stabilité en termes d'unités provient du fait que dans les coûts sont compris tous les travaux d'entretien, de transformation et de rénovation. Bien qu'actuellement on n'arrive pas à chiffrer l'importance de ces travaux, on constate cependant qu'ils sont en hausse.

La progression des requêtes va obligatoirement se traduire dans les prochains mois par une augmentation des autorisés qui ont diminué cette année.

\* \* \*

1981

#### Activité générale

L'année 1981 devrait poursuivre la tendance observée en 1980 et bien que certains "gros" chantiers vont bientôt se terminer, l'apparition de nombreux petits chantiers, notamment de rénovation-transformation, pourrait compenser ces achèvements.

#### Logements

L'augmentation des autorisations accordées observée en 1979 n'a pas encore, contrairement à nos prévisions, entraîné de nouvelles mises en chantier. Celles-ci pourraient bien avoir lieu en 1981, alors que l'on parle à nouveau de pénurie de logements et que certains projets sont prêts à démarrer, en tout cas du point de vue technique et administratif.

## 2.4. COMMERCE

1980

Aucune donnée quantitative spécifiquement genevoise relative à l'activité commerciale n'est disponible, du moins pour juger de l'activité en 1980.

Il est toutefois probable que le commerce de détail n'a pas évolué de manière très différente de l'ensemble du pays.

Pour celui-ci, le taux de croissance annuel devrait se situer à 7 % en termes nominaux et à 3 % en termes réels. La croissance réelle avait été nulle en 1979.

On a enregistré, toujours à l'échelon du pays, une progression marquée dans le secteur des biens durables (ménage, aménagement intérieur, sports, loisirs, bijouterie, antiquités notamment), faible dans le secteur des textiles et de l'habillement, tandis que le volume de la consommation de denrées alimentaires a stagné.

Pour l'ensemble de la Suisse, l'accroissement, en pourcentage, du chiffre d'affaires est plus marqué dans le commerce spécialisé et dans les grandes entreprises de distribution disposant de départements spécifiques que dans les autres points de vente. Par ailleurs, les centres commerciaux situés à la périphérie des villes ont vu leur chiffre d'affaires croître (10 %) plus qu'en moyenne.

A Genève en particulier, les achats de résidents suisses dans la région française voisine ont probablement diminué sous la double action de la stabilité du cours du franc suisse et de l'écart entre les taux d'inflation de part et d'autre de la frontière. De nombreux commerces genevois comptent même à nouveau dans leur clientèle régulière, pour certains articles ou denrées, des résidents français.

\* \* \*

1981

On peut s'attendre à une progression du même ordre de grandeur durant l'année à venir.

1980

Comme pour le commerce, on ne dispose pas de données permettant d'apprécier l'activité du secteur bancaire genevois durant l'année écoulée.

Sur la base d'informations partielles en provenance des milieux bancaires, la période sous référence a été satisfaisante. Comme dans l'ensemble de la Suisse, les crédits et les dépôts se sont très sensiblement accrus et, globalement, les bénéfices des banques genevoises seront certainement supérieurs à ceux de l'année précédente.

La branche bancaire continue à figurer parmi celles dans lesquelles l'emploi, féminin et masculin, s'accroît le plus rapidement.

\* \* \*

1981

Sauf circonstances imprévisibles, même évolution cette année.

2.6. HOTELLERIE

1980

	Nuitées		Total	Lits disponibles	Taux d'occupation
	Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger			
	Milliers				
Janvier-octobre 1979	255,0	1 582,4	1 837,4	13 835	43,7
Janvier-octobre 1980	280,6	1 641,5	1 922,1	13 920	45,3
Variation en %	+ 10,1	+ 3,7	+ 4,6	+ 0,6	+ 3,7

La reprise du tourisme observée dès l'automne 1979 s'est confirmée durant les dix premiers mois de 1980. De janvier à octobre, l'accroissement de la demande, tant indigène qu'étrangère, a plus que compensé les pertes subies au cours de la même période de 1979 : d'une année à l'autre, le nombre de nuitées a progressé de 4,6 % pour atteindre 1,922 mio, contre 1,837 mio en 1979 et 1,870 mio en 1978. C'est, avec 1977, la seule année de croissance depuis dix ans.

Ce renversement de tendance, lié à la baisse du taux de change du franc et à la faible hausse des prix, s'est manifesté, au niveau du pays, avec une ampleur exceptionnelle : en moyenne nationale, les nuitées ont progressé de 12,7 %, grâce à l'essor de la demande étrangère (+ 18,7 % contre + 3,7 % à Genève). Alors qu'on a enregistré des hausses massives chez les principaux clients étrangers de l'hôtellerie suisse, l'évolution à Genève a été plus contrastée; le déplacement de la demande vers d'autres régions du pays s'est traduit, notamment pour les hôtes des Etats-Unis - principaux clients étrangers de l'hôtellerie genevoise - par un nouveau recul de 3,6 % à Genève et par un gain de 21,7 % en moyenne nationale. C'est également le cas des touristes britanniques (Genève : - 1,6 %, Suisse : + 27,9 %). D'une manière générale, l'affluence des hôtes du continent - dont la contribution représente environ 45 % de la demande globale tant au plan national que cantonal - a été plus soutenue en Suisse (+ 20,3 %) qu'à Genève (+ 6,5 %). Enfin, l'apport du Japon, dont Genève absorbe le tiers des nuitées enregistrées dans le pays, s'est réduit de 5,2 % (Suisse : - 1,3 %). En revanche, le tourisme intérieur, traditionnellement peu représenté à Genève, s'est renforcé de 10,1 % dans le canton, contre 5,5 % dans l'ensemble du pays.

L'offre moyenne ne s'étant accrue que de 0,6 % par rapport à la période correspondante de 1979, le développement de la demande a entraîné une légère amélioration du taux d'occupation des lits disponibles, passant de 43,7 % en 1979 à 45,3 % en 1980.

\* \* \*

1981

Compte tenu du fléchissement de la conjoncture internationale, la poursuite de la croissance touristique apparaît incertaine. A Genève, déjà, on observe une tendance à la baisse depuis septembre.

Au plan suisse, selon l'Office national suisse du tourisme, on s'attend à une bonne saison d'hiver, dont Genève devrait bénéficier dans une certaine mesure. A plus long terme, on ne dispose pas encore d'éléments d'appréciation quant à l'évolution de la demande étrangère, qui dépendra pour une bonne part du comportement du franc suisse.

2.7. SECTEUR INTERNATIONAL

1979-  
1980

Les trois domaines sur lesquels portent l'analyse du secteur international à Genève ont enregistré, au cours de la période 1979-1980, des hausses très diversifiées.

Alors que l'emploi total dans les 14 organisations internationales gouvernementales et les 10 principales non gouvernementales (celles employant au moins 100 personnes) s'est accru de 3,0 % entre avril 1979 et avril 1980, la somme globale des dépenses n'a augmenté que de 0,8 % entre 1978 et 1979. Seuls le nombre de réunions internationales tenues à Genève (+ 4,6 % entre 1978 et 1979) et surtout celui des délégués et experts y participant (+ 13,0 %) ont fortement progressé.

Emplois

Les emplois dans le secteur international en 1979 et 1980

Secteur international	1979		1980		Evolution 1979-1980 en %	
	Avril	Sept.	Avril	Sept.	Avril	Sept.
Organisations gouvernementales	14 235	*	14 775	*	+ 3,8	*
. Fonctionnaires	11 307	11 634	11 271	11 424	- 0,3	- 1,8
. Autres personnes	2 928	*	3 504	*	+19,7	*
Missions permanentes	*	2 078	*	2 326	*	+11,9
Organisations . non gouvernementales	2 408	*	2 359	*	- 2,0	*

En avril 1980, l'emploi total dans les 24 organisations internationales comprises dans l'enquête du SCS a atteint 17 134 personnes, contre 16 643 une année auparavant. L'augmentation de 491 unités est le résultat de deux évolutions de sens contraire ; + 540 personnes dans les organisations gouvernementales malgré une très légère diminution du nombre de fonctionnaires; - 49 personnes dans les organisations non gouvernementales.

La statistique de la Mission suisse près les organisations internationales à Genève confirme, en septembre 1980, la diminution du nombre de fonctionnaires dans les organisations gouvernementales : - 1,8 % au total et - 6,3 % pour le CERN. Quant au personnel des missions permanentes, il retrouve presque, après la très nette baisse de 1979, son effectif de 1978 (2 326 contre 2 374).

Dépenses

Les dépenses effectuées pour les sièges et les offices des 14 organisations gouvernementales établies à Genève ont atteint 1 445 millions de francs en 1979, contre 1 427 en 1978 (+ 1,2 %). Sur ces montants, 855 millions de francs sont revenus à la Suisse en 1979 (59,2 % du total), chiffre proche de celui constaté une année auparavant, 847 millions de francs, soit 59,3 % du total.

La diminution continuelle des dépenses d'investissement à partir de 1974 a entraîné une profonde modification dans la structure des dépenses totales, la proportion des dépenses courantes passant de 71,8 % en 1974, à 83,6 % en 1978 et 86,2 % en 1979.

Dépenses des organisations internationales gouvernementales en 1978 et 1979

Dépenses (en milliers de Fr.)	1978	1979	Evolution 1978-1979 en %
Dépenses courantes	1 192 847	1 244 685	+ 4,3
1. Coût salarial total	915 241	943 520	+ 3,1
2. Dépenses courantes pour d'autres biens et services	277 606	301 165	+ 8,5
Dépenses d'investissement	234 402	199 881	-14,7
1. Achats de biens d'équipement	164 307	152 316	- 7,3
2. Dépenses de construction	70 095	47 565	-32,1
Total des dépenses	1 427 249	1 444 566	+ 1,2

Les dépenses totales des 10 principales organisations non gouvernementales ont enregistré une baisse de 4,2 millions de francs (- 2,3 %) entre 1978 et 1979, passant de 186,7 millions de francs à 182,5. Cette diminution, fait suite à celle déjà intervenue entre 1977 et 1978 (- 2,1 %), a pour origine aussi bien les dépenses courantes (- 1,6 %) que les dépenses d'investissement (- 16,6 %).

Réunions internationales

Réunions internationales en 1978 et 1979

Organisations	Nombre de réunions internationales			Nombre de séances tenues			Nombre total de délégués et d'experts		
	1978	1979	Variation en %	1978	1979	Variation en %	1978	1979	Variation en %
Organisations gouvernementales dont organisations du système des Nations Unies	974	1 054	+ 8,2	13 671	13 387	- 2,1	50 277	56 873	+ 13,1
	901	968	+ 7,4	13 302	12 998	- 2,3	48 939	54 659	+ 11,7
Organisations non gouvernementales	470	457	- 2,8	1 339	1 436	+ 7,2	7 705	8 656	+ 12,3
Total	1 444	1 511	+ 4,6	15 010	14 823	- 1,2	57 982	65 529	+ 13,0

L'année 1979 a été marquée par l'augmentation très sensible du nombre de participants aux réunions internationales convoquées à Genève par les organisations internationales. Les seules organisations du système des Nations Unies, au nombre de 8, ont accueilli près de 55 000 délégués et experts (+ 11,7 % par rapport à 1978), notamment lors du Forum mondial des télécommunications - dans le cadre de Telecom 79 -, de la Conférence sur le climat et de la Conférence internationale de l'éducation. Au total, plus de 65 000 congressistes ont assisté à environ 1 500 réunions internationales.

\* \* \*

1980-  
1981

Les perspectives établies en avril 1980 par les organisations gouvernementales vont dans le sens de la poursuite des légères hausses constatées aussi bien dans le volume de l'emploi total que dans celui des dépenses.

En revanche, le nombre de réunions internationales et de leurs participants devraient diminuer.

### 3. CONSOMMATION

#### 3.1. ELECTRICITE

1980

	Consommation du réseau genevois, sans le CERN 1)	Consommation "grande industrie" 2)
	Milliers kWh	
Janvier-novembre 1979	1 393 590	165 107
Janvier-novembre 1980	1 433 978	168 366
Variation en %	+ 2,9	+ 2,0

1) Le territoire desservi par les Services industriels de Genève dépasse légèrement le canton.

2) Entreprises industrielles consommant plus de 500 000 kWh par an, y compris pompage (jet d'eau, etc.) et traitement de l'eau.

La croissance de la consommation d'électricité du réseau genevois (sans le CERN) a atteint 2,9 % pendant la période janvier-novembre 1980, ce qui représente pratiquement le taux annuel moyen de progression enregistré de 1975 à 1979 (+ 3,1 %).

Depuis le début de l'année écoulée, la tendance de la catégorie d'usagers "grande industrie" est caractérisée par une stagnation. De janvier à novembre 1980, la consommation de ce groupe d'abonnés n'a augmenté que de 2,0 % par rapport à la période correspondante de 1979. Au cours de cette année-là, la progression, comparativement aux 12 mois précédents, s'était inscrite à 3,7 % (1978/1977 : + 4,2 %; 1977/1976 : + 3,0 %). Parmi les facteurs à l'origine de la faible hausse enregistrée en 1980, on mentionnera un ralentissement marqué de la consommation d'électricité dans la chimie et le papier.

\* \* \*

981

On peut s'attendre à une évolution semblable à celle de 1980.

3.2. AUTOMOBILES

1980

Voitures de tourisme neuves mises en circulation  
dans le canton de Genève

	Ensemble des pays fabricants	dont Japon
Janvier-octobre 1979	17 408	2 252
Janvier-octobre 1980	18 280	3 257
Variation en %	+ 5,0	+ 44,6

Contrairement aux prévisions suggérées par l'évolution tendancielle observée en 1979, le marché genevois des voitures neuves a fait preuve de résistance l'an dernier. Ainsi, leur nombre a progressé de 5,0 % pendant les 10 premiers mois de 1980, après une baisse de 1,1 % pour l'ensemble de l'année 1979 et des hausses annuelles comprises entre 10 et 12 % durant la période 1976/1978.

Ce comportement relativement bon résulte principalement d'une nouvelle accélération de la croissance des ventes de voitures neuves d'origine japonaise : en effet, leur augmentation se chiffre à 44,6 % lors des 10 mois susmentionnés, contre seulement 10,1 % pendant la période correspondante de 1979, ce qui permet à leur part du marché de passer de 12,9 à 17,8 %.

\* \* \*

1981

Pronostics difficiles.

3.3. TRAFIC AERIEN

1980

	Ensemble des passagers	, dont trafic commercial local 1)	Poste et fret	dont fret local 2)
	unités		tonnes	
Janvier-novembre 1979	4 366 127	3 735 078	62 329	33 340
Janvier-novembre 1980	4 233 050	3 662 988	62 278	32 628
Variation en %	- 3,0	- 1,9	- 0,1	- 2,1

1) Passagers arrivant ou partant de Genève, à l'exclusion de ceux du trafic transit.

2) A l'exception de la poste locale.

L'ensemble du trafic passagers de l'aéroport de Genève-Cointrin a diminué de 3,0 % pendant la période janvier-novembre 1980.

Composante la plus importante de ce trafic (87 %) et la plus intéressante du point de vue de l'économie genevoise, le trafic commercial local poursuit sa tendance baissière entamée à mi-1979. Les chiffres disponibles pour les 11 mois précités montrent un recul de 1,9 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. On se souviendra que la dernière baisse annuelle du trafic susmentionné remonte à 1974 (- 3,0 %).

Si, globalement, le trafic poste et fret est resté inchangé, le fret local, en revanche, a diminué de 2,1 %. On notera que la tendance de ce dernier est en déclin depuis le début de 1980, après une stagnation en 1979 et une évolution irrégulière en 1978.

Malgré une progression de 6,2 %, la poste locale n'a pas rejoint les tonnages atteints avant la suppression de l'escale genevoise du réseau de l'Aéropostale française.

\* \* \*

1981

Compte tenu des éléments à disposition au SCS, il est difficile de se livrer à des perspectives. Toutefois, on peut admettre, sur la base de l'évolution à l'échelon mondial, une poursuite de la diminution ou, au mieux, une stabilisation du trafic.

1980

Logements inoccupés

Situation au 1er décembre

	Vides	Vacants		Total inoccupés
		Meublés	Non meublés	
1979	1 036	130	780	1 949
1980	880	115	285	1 280

Selon les résultats de l'enquête annuelle, le nombre des logements inoccupés recensés dans les immeubles et villas du canton de Genève est passé de 1 949 au 1er décembre 1979 à 1 280 au 1er décembre 1980, soit une diminution de 34,3 %. On entend par "inoccupés" l'ensemble des logements vides et vacants meublés et non meublés.

On constate surtout une forte diminution des logements vacants non meublés en général, et plus particulièrement des studios. La somme des logements vacants meublés et non meublés a donc régressé, passant de 910 en 1979 à 400 en 1980, soit une diminution de 56,0 %. De ce fait, et tenant compte d'une augmentation nette de 1 256 logements du parc existant, le taux de vacance est de 0,23 % cette année contre 0,53 % un an plus tôt.

Demande de logements

Mouvement des demandes de logement émanant de personnes congédiées ou désirant changer de logement

Chiffres annuels ou trimestriels

Unité : nombre

	Congédié ou sans logement				Echange				Total des nouvelles demandes	Situation générale en fin de période
	Nouvelles demandes	Satisfaites	Retirées ou annulées	Situation en fin de période	Nouvelles demandes	Satisfaites	Retirées ou annulées	Situation en fin de période		
1979	4 029	2 892	937	1 753	5 357	3 558	1 771	3 614	9 386	5 311
1980	4 221	3 302	890	1 782	4 322	3 122	1 535	3 279	8 543	5 061

On remarque, d'une façon générale, une diminution de la demande totale : 8 543 contre 9 386 l'année précédente. Celle-ci provient uniquement des personnes voulant changer de logement. Au contraire, la demande des personnes congédiées ou sans logement a sensiblement augmenté.

De ce fait, malgré cette diminution totale, la demande reste importante par rapport à l'offre (faible taux de vacance, nouvelle diminution des logements neufs) et l'on doit s'attendre à certaines tensions sur le marché du logement.

Locaux commerciaux vacants

Situation au 1er décembre

	Bureaux m <sup>2</sup>	Arcades m <sup>2</sup>	Ateliers m <sup>2</sup>	Dépôts m <sup>2</sup>	Inconnus m <sup>2</sup>	Total m <sup>2</sup>
1979	24 533	8 114	1 046	2 577	147	36 417
1980	17 761	9 027	120	8 754	-	35 662

En comparant globalement la situation au 1er décembre 1980 à celle de l'année précédente, on constate une très légère diminution de la surface totale vacante qui a passé de 36 417 m<sup>2</sup> à 35 662 m<sup>2</sup>, soit un recul de 2,1 %. On remarque surtout une baisse de la surface des bureaux qui passe de 24 533 m<sup>2</sup> à 17 761 m<sup>2</sup> (- 27,6 %) et de celle des ateliers qui passe de 1 046 m<sup>2</sup> à 120 m<sup>2</sup> (- 88,5 %). En revanche, la surface des arcades a augmenté, passant de 8 114 m<sup>2</sup> à 9 027 m<sup>2</sup> (+ 11,3 %), ainsi que celle des dépôts qui passe de 2 577 m<sup>2</sup> à 8 754 m<sup>2</sup> (+ 239,7 %).

Contrairement aux logements, on note plutôt une certaine stabilisation dans ce secteur, le taux de vacance se situant à environ 0,5 %.

\* \* \*

1981

#### Logements inoccupés

Compte tenu du mouvement actuel de la construction et de la demande qui reste forte, on peut s'attendre, l'an prochain, à une nouvelle diminution des logements non meublés.

#### Demande de logements

Il y a peu de chances pour que la demande se modifie de façon importante en 1981, même si elle devait légèrement diminuer, elle resterait de toute façon bien supérieure à l'offre.

#### Locaux commerciaux vacants

Comme pour les prévisions de l'année précédente, il faut s'attendre pour 1981 soit à une légère diminution, soit à une stabilisation.

### 3.5. PRIX A LA CONSOMMATION

#### Cadre général

1980

Les prix à la consommation ont augmenté de 4,0 % en un an à Genève (de décembre 1979 à décembre 1980) contre 5,0 % en 1979. Cette décélération de la hausse du niveau général des prix se distingue de l'évolution constatée dans la plupart des pays industrialisés à économie de marché, où le taux d'augmentation des prix a progressé en 1980 par rapport à 1979 <sup>1)</sup>. Parmi ces pays, la Suisse (Genève compris) enregistre à nouveau, comme en 1978, le taux de hausse des prix le plus faible.

Des 25 pays membres de l'OCDE, seuls 7 ont enregistré une hausse annuelle des prix "à un chiffre" entre octobre 1979 et octobre 1980. Outre la Suisse, il s'agit de l'Allemagne fédérale (5,1 %), du Luxembourg (6,0 %), des Pays-Bas (6,6 %), de l'Autriche (6,7 %), de la Belgique (7,0%) et du Japon (7,8 %).

La variation annuelle des prix à Genève (4,0 %) est légèrement inférieure à la hausse annuelle moyenne constatée durant les années 70 (5,0 % en moyenne) mais dépasse nettement celle des cinq dernières années (1,8 %) où furent enregistrées les progressions les plus faibles depuis 1960 : 1,8 % en 1976, 1,7 % en 1977 et 0,8 % en 1978.

Durant l'année écoulée, le niveau moyen des prix à Genève a dépassé de 3,8 % celui des 12 mois précédents alors que cette variation moyenne était de 3,7 % en 1979 par rapport à 1978.

#### Evolution générale

##### Orientation à la hausse plus étendue

Si l'amplitude de la progression du niveau général des prix à Genève a régressé d'une année à l'autre, le mouvement de hausse s'est notablement diffusé. Une lente déstabilisation des prix à Genève et en Suisse caractérise l'année 1980, comme le montre l'analyse des fréquences des variations de prix, qui révèle les tendances profondes de leur orientation. En effet, entre deux enquêtes successives, des hausses ont été relevées pour 12,9 % des prix observés au cours de l'année écoulée, contre 8,5 % en 1979 et 7,8 % en 1978; des baisses n'ont été constatées que pour 5,8 % des prix contre 7,0 % en 1979 et 8,0 % en 1978; enfin, la proportion des prix restés inchangés entre deux relevés a régressé légèrement pour s'établir à 81,3 % contre 84,5 % en 1979 et 84,2 % en 1978.

##### Evolution par groupe de dépense

L'alimentation a été le principal moteur de la hausse des prix en 1980 : son augmentation de 7,0 % (en 1979 : 4,0 %) explique les 36 % de la progression de l'indice genevois des prix à la consommation. L'instruction et les loisirs (6,4 % contre 3,4 % en 1979) ainsi que la santé et les soins personnels (4,5 % contre 2,5 % en 1979) ont également augmenté plus fortement que la moyenne. Les loyers (1,7 % contre 0,7 % en 1979) et le chauffage et l'éclairage (- 3,2 % contre 63,3 % en 1979) ont joué, au contraire, un rôle modérateur. Les évolutions des autres groupes sont légèrement inférieures ou égales à la moyenne générale : transports et communications : 3,0 % (en 1979 : 4,9 %), boissons et tabacs : 3,6 % (en 1979 1,9 %), habillement : 3,9 % (en 1979 : 1,4 %), aménagement et entretien du logement : 4,0 % (en 1979 : 0,8 %).

1) Le ralentissement du taux d'augmentation du niveau général des prix doit être interprété de façon nuancée : en effet, en 1979, la hausse des produits pétroliers a entraîné mécaniquement une augmentation de 2,7 % de l'indice genevois des prix. Abstraction faite de la variation du prix du pétrole, le taux d'augmentation des prix passe donc de 2,3 % en 1979 à 4,0 % en 1980.

Mis à part ceux du chauffage et de l'éclairage ainsi que des transports et communications, tous les groupes de dépense ont connu une accélération marquée de leur évolution. Cette accentuation de la hausse des prix d'une année à l'autre est faiblement atténuée par la légère baisse des produits pétroliers en 1980, qui succède à leur envolée de 1979. En effet, si ceux-ci étaient restés stables, la hausse annuelle des prix aurait été réduite de 5,0 % à 2,3 % en 1979, alors qu'elle n'aurait pas changé en 1980 <sup>1)</sup>. Abstraction faite des conséquences directes du "deuxième choc" pétrolier de 1979, on constate donc une accélération de la hausse annuelle des prix à la consommation de 1,7 %.

#### Evolution par genre de biens

Les prix des marchandises (4,4 % contre 7,1 % en 1979) ont plus fortement augmenté que ceux des services (3,4 % contre 2,8 % en 1979). Parmi celles-là, la hausse des biens non durables (4,9 % contre 8,6 % en 1979) a dépassé celle des biens durables (2,3 % contre 0,8 % en 1979), qui reste modérée. Pour les services, les prix de ceux fournis par le secteur privé (3,3 % contre 2,3 % en 1979) ont légèrement moins progressé que ceux des services publics (3,9 % contre 6,3 % en 1979), dont la hausse s'est réduite fortement d'une année à l'autre.

#### Evolution selon l'origine des biens

La hausse annuelle des biens et services indigènes (4,0 % contre 2,5 % en 1979) est proche de celle des marchandises importées (3,9 % contre 12,8 % en 1979). D'un semestre à l'autre, l'augmentation des prix des biens indigènes a légèrement régressé, passant de 4,1 % à 3,8 % en rythme annuel, alors que celle des marchandises importées s'est accentuée, passant de 1,9 % à 6,0 % en rythme annuel, sous l'influence notamment de l'évolution des prix des produits pétroliers qui ont repris leur mouvement ascendant après avoir diminué au cours du premier semestre. Par ailleurs, le cours du franc a pesé sur les prix des importations <sup>2)</sup>.

#### Influence des pouvoirs publics

En 1980, plusieurs prix et tarifs fixés, influencés ou contrôlés par les pouvoirs publics ont été majorés (hausse des tarifs des CFF, des hôpitaux, des entrées aux installations sportives, déplafonnement de la surtaxe HLM, majoration de la taxation indirecte des produits du tabac, hausse des prix du pain et de la farine, introduction d'une taxe sur le lait écrémé). Ces diverses mesures ont entraîné une hausse de 0,6 % de l'indice genevois des prix à la consommation.

#### Evolution détaillée selon les groupes de dépenses

La hausse annuelle de l'alimentation (7,0 %) découle principalement des augmentations des prix du sucre (52,0 %), des légumes (36,0 %) et des fruits (14,7 %). D'autres variations significatives ont porté sur les potages en sachet (9,5 %), les poissons (8,9 %), le lait "drink" (7,2 %), les produits à base de céréales (8,6 %) - en particulier, les pâtes (15,0 %), le pain (7,6 %) et les autres articles de boulangerie (9,1 %) -, les confitures et le miel (7,5 %) ainsi que les oeufs (5,6 %). En revanche, les prix de la viande et de la charcuterie (1,1 %) sont restés pratiquement stables alors que ceux du café en grains (- 2,8 %) et de certaines préparations à base de lait (- 2,8 %) ont diminué.

L'évolution des prix des boissons et tabacs (3,6 %) s'explique principalement par les hausses du vin blanc (7,8 %), de la bière (5,6 %), du vin rouge (3,3 %), des eaux minérales (3,3 %) et des produits du tabac (5,2 %). Une baisse a été constatée sur le jus de pomme (- 1,8 %).

1) En fait, elle aurait été majorée de 0,05 %.

2) Durant l'année écoulée, le taux de change effectif du franc a baissé de 4,3 % et son taux de change réel a diminué de 8,5 % entre octobre 1979 et octobre 1980.

La hausse des prix de l'habillement (3,9 %), qui s'est accentuée au second semestre, résulte principalement de celle des chaussures (6,9 %). Les articles de lingerie (4,1 %) ont légèrement plus augmenté que les vêtements (3,0 %).

La progression du groupe des loyers est restée modérée (1,7 %). Elle a été influencée par le déplafonnement des surtaxes HLM mais a encore été peu marquée par les conséquences du relèvement des taux d'intérêts hypothécaires intervenu au printemps.

Le recul des prix du groupe du chauffage et de l'éclairage (- 3,2 %) recouvre une hausse de 14,5 % des combustibles solides (bois et charbon) qui est largement compensée par la baisse de - 4,5 % des prix du mazout. Ceux-ci ont diminué de 17,9 % au cours des trois premiers trimestres de l'année avant de s'élever à nouveau de 16,2 % au cours des trois derniers mois.

La plupart des articles d'aménagement et d'entretien du logement (4,0 %) ont augmenté à un taux proche de la moyenne du groupe, comme, par exemple, les machines et appareils ménagers (4,1 %), les meubles (3,9 %), la literie et le linge de maison (3,4 %) et les tapis (3,0 %). En revanche, les produits de lessive et de nettoyage (4,8 %) et le petit matériel de cuisine (7,4 %) ont subi des hausses plus marquées.

La variation du groupe transports et communications (3,0 %) découle principalement des hausses des pneus (10,2 %), des bicyclettes (7,7 %), de l'huile pour moteur (7,3 %), des réparations des voitures (6,2 %) et de l'essence (4,9 %). Les prix des voitures neuves ont augmenté modérément (2,9 %) et ceux des voitures japonaises ont même diminué (- 6,9 %).

La hausse des prix de la santé et des soins personnels (4,5 %) s'explique principalement par l'adaptation des tarifs hospitaliers (20,0 %). Les prix des médicaments ont faiblement augmenté (2,2 %). Les plus fortes variations de prix ont été enregistrées sur les articles de toilette en papier (11,2 %) ainsi que sur les dentifrices (5,7 %) et savons (4,9 %).

L'augmentation des prix de l'instruction et des loisirs (6,4 %) provient de hausses assez importantes portant sur les films (17,7 %), les voyages à forfait (15,9 %), les livres nouvellement édités (9,7 %), les fleurs (9,5 %), les journaux et périodiques (8,1 %), les cours (7,7 %) et les jouets (7,0 %). Des baisses significatives ont été constatées sur les appareils de photo et de cinéma (- 3,9 %) ainsi que sur les radios, magnétophones et chaînes hi-fi (- 2,9 %).

\* \* \*

1981

Le service cantonal de statistique ne dispose pas de moyens lui permettant de faire ses propres prévisions de taux de renchérissement. Par ailleurs, ces estimations prennent plus logiquement place à l'échelon national.

Sur la base des perspectives annoncées pour la Suisse par divers organismes publics et privés, en s'efforçant de retenir les estimations les plus cohérentes et en examinant les hypothèses qui les soutiennent, on peut avancer comme probable un taux annuel d'augmentation des prix à la consommation de l'ordre de 4,2 % à 4,7 % pour 1981. Cette estimation est légèrement plus élevée que celles de nombreux instituts car elle tient compte de l'évolution effective de l'année écoulée et de l'accentuation récente du rythme de la hausse des prix <sup>1)</sup>.

Divers facteurs influenceront l'évolution des prix en Suisse en 1981 :

- le renchérissement des importations lié aux hausses des prix à l'étranger et à la dépréciation externe du franc au cours de l'année écoulée se répercuteront sur les prix intérieurs en début d'année; un ralentissement de la hausse des prix des marchandises importées et une appréciation du taux de change sont toutefois escomptés en cours d'année;
- le prix des produits pétroliers, exprimés en franc suisse, devrait diminuer compte tenu des excédents de production, des écarts entre les prix du marché libre et ceux pratiqués par les pays producteurs et de l'appréciation probable du franc;
- la détente escomptée de la demande, liée à un léger affaiblissement conjoncturel, ainsi que la politique monétaire restrictive de la BNS devraient apaiser le mouvement des prix dans la seconde moitié de l'année;
- l'ajustement des salaires nominaux à l'augmentation des prix et certaines hausses réelles se répercuteront également sur les coûts et les prix selon l'évolution de la productivité des divers secteurs économiques;
- si les hausses des taux d'intérêt hypothécaire (celle du printemps dernier et celle du printemps prochain) influencent plus fortement les loyers que les baisses successives intervenues entre 1977 et 1979, les loyers pourraient jouer un rôle majeur dans la progression des prix <sup>2)</sup>. La pénurie relative qui règne sur le marché du logement constitue, à Genève, un facteur de renchérissement supplémentaire.

---

1) Pour mémoire et à titre de comparaison, les estimations les plus fréquemment citées sont les suivantes : SBS : 3,0 %-3,5 %; OCDE : 3,3 %-3,5 %; groupe d'étude des prévisions économiques : 3,8 %; UBS : 4,0 %; BNS : 4,0 %-5,0 % au premier semestre, puis repli aux environs de 4,0 %.

2) Une répercussion complète et mécanique des hausses du taux d'intérêt hypothécaire aboutirait à une augmentation de 14 % des loyers sans tenir compte du renchérissement des logements nouvellement construits. Cette évolution serait cependant étalée dans le temps.